

Energie



Assurer un approvisionnement énergétique sûr, abordable et suffisant

La trompeuse Stratégie énergétique 2050 est un échec. Résultat de cette politique irréaliste, la Suisse est gravement menacée par une pénurie d'électricité. Bien que nous ayons aujourd'hui déjà trop peu d'électricité et que cette dernière soit beaucoup trop chère, la Berne fédérale veut en plus interdire le mazout, le gaz, le diesel et l'essence comme sources d'énergie. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en électricité, des coûts se chiffrant en milliards et des prix de l'énergie encore plus élevés ! Le paysage sera recouvert de panneaux solaires et d'éoliennes. Malgré cela, l'approvisionnement électrique sera loin d'être suffisant en hiver. La politique doit enfin prendre ses responsabilités et faire de la sécurité de l'approvisionnement une priorité absolue de la politique énergétique suisse, pour tous les hivers à venir.



Ronald Stalder

Directeur des services centraux

“ Les utopies climatiques idéologiques de centre-gauche, qui coûtent des milliards, conduisent à une situation de pénurie d'électricité et nuisent à la Suisse, à notre économie et à la population. Nous avons enfin besoin d'une politique énergétique raisonnable et réaliste, libre de toute interdiction technologique. ”

Désamorcer la pénurie sans attendre

Lors de la votation populaire sur la « Stratégie énergétique 2050 » de 2017, le Conseil fédéral a présenté à la population des chiffres enjolivés ainsi que des hypothèses totalement irréalistes. La stratégie serait sûre, propre et suisse. La sortie du nucléaire serait réalisable avec des coûts supplémentaires de 40 francs par ménage et il y aurait à tout moment suffisamment d'électricité issue d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, les principaux représentants de l'économie, de la Confédération et de la science sont unanimes : une situation de pénurie d'électricité est la plus grande menace pour notre pays et sera, selon la Confédération, déjà une réalité dans un avenir proche, avec des conséquences catastrophiques pour les habitants de notre pays. En effet, la Suisse manque déjà d'électricité en quantité suffisante, surtout en période hivernale. La catastrophe contre laquelle l'UDC met en garde depuis longtemps est en train de

se produire. Une pénurie d'électricité aurait des conséquences menaçant l'existence même des personnes, des emplois et de la prospérité et aurait des répercussions bien plus violentes sur notre pays que la crise Covid-19. Une pénurie d'électricité toucherait durement tous les habitants de la Suisse : sans électricité, c'est toute la vie qui s'effondre. Les denrées alimentaires et autres produits de première nécessité se feront rares, l'approvisionnement ne sera plus garanti, se chauffer, cuisiner, se doucher et bien d'autres choses encore ne seront plus possibles ou seulement de manière très limitée. Les soins, les transports et bien d'autres choses encore seront paralysés. L'UDC demande depuis longtemps la nomination immédiate d'un général de l'électricité dont la mission serait de veiller à assurer un approvisionnement électrique indépendant et abordable.

Les immigrés réduisent à néant les économies d'électricité

La demande en électricité augmente constamment et continuera à augmenter malgré les efforts d'économies. Une consommation d'énergie élevée est également un signe de prospérité et de croissance. Notre objectif ne peut sérieusement pas être la réduction drastique du niveau de vie ou le retour à l'ère préindustrielle. C'est pourtant à cela que mène la politique énergétique erronée de la gauche rose-verte. Le véritable défi consiste à concilier les besoins économiques, les exigences humaines et les souhaits écologiques. Certes, les appareils électriques sont devenus plus efficaces, mais les besoins d'utilisation de courant se multiplient, notamment dans les ménages.



La consommation moyenne d'énergie par personne a certes diminué d'environ 14,5 % depuis 1990. Mais en raison de l'augmentation simultanée de la population résidente de plus de 28 %, la quantité totale d'énergie utilisée a augmenté d'environ 5,5 % sur la même période. Les économies réalisées par chaque Suisse sont presque entièrement absorbées par l'augmentation de la population due à l'immigration effrénée.

La consommation d'électricité de la Suisse a même augmenté de 10 % entre 2000 et 2018. Là encore, l'immigration a eu un effet négatif et a réduit à néant toutes les économies réalisées. Il ne sert à rien d'investir dans des mesures d'efficacité énergétique coûteuses et d'économiser de l'électricité si, en même temps, une immigration massive équivalente à la population de la ville de Bienne se répète chaque année.

Source d'énergie	Consommation finale en unités d'origine		Consommation finale en TJ		Changements en %
	2020	2021	2020	2021	2020-2021
Produits pétroliers	7'646'000 t	804'3000 t	327'830	344'920	5,2
Electricité	55'714 GWh	58'113 GWh	200'570	209'210	4,3
Gaz	31'362 GWh	33'966 GWh	112'900	122'280	8,3
Charbon	151'000 t	152'000 t	3'660	3'700	1,1
Produits du bois	-	-	39'860	46'390	16,4
Chauffage à distance	5'847 GWh	6'414 GWh	21'050	23'090	9,7
Déchets industriels	-	-	11'610	12'030	3,6
Autres énergies renouvelables	-	-	30'420	33'100	8,8
Consommation totale	-	-	747'900	794'720	6,3

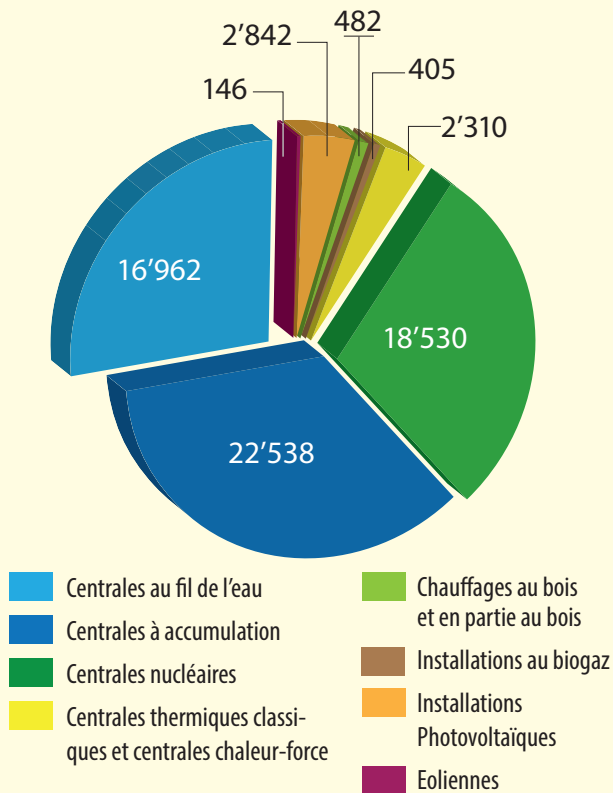
Un approvisionnement sûr et abordable

Sans électricité, le monde est littéralement à l'arrêt. La croissance, la prospérité et le progrès dépendent d'un approvisionnement électrique sûr et abordable. L'objectif premier d'une politique énergétique raisonnable est d'assurer une production énergétique bon marché, indépendante, disponible en abondance et respectueuse de l'environnement. Ce principe ne peut plus être respecté avec la stratégie énergétique actuelle. Les principaux piliers de notre approvisionnement électrique, qui ont fait leurs preuves, sont en danger. Le remplacement des centrales nucléaires existantes par de nouvelles installations est interdit par la loi, condamnant près d'un tiers de notre production indigène. La poursuite du développement de l'énergie hydraulique, qui représente près de 60 % de la production, est menacée en raison de toutes les procédures de recours engagées par les associations roses-vertes. Mais l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire restent indispensables à la production d'électricité suisse. Afin d'éviter une situation de pénurie d'électricité, notamment en vue de l'approvisionnement hivernal, leur part doit être maintenue et augmentée. Pour l'UDC, les deux sources d'énergie que sont l'hydraulique et le nucléaire doivent rester les principaux piliers de l'approvisionnement électrique de la Suisse. Aucune autre source d'énergie n'est compétitive en termes de capacités, de coûts et de sécurité d'approvisionnement.

Remplacer les centrales nucléaires existantes

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, la Stratégie énergétique s'avère également inadaptée, car elle comporte des interdictions

Production électrique 2021 en GWh



Source : Office fédéral de l'énergie OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2021

technologiques : parmi elles, la construction de nouvelles centrales nucléaires est rendue impossible. En raison des négligences des exploitants et des organes de surveillance dans d'autres pays (mot-clé « Fukushima »), l'énergie nucléaire a également servi de bouc émissaire en Suisse, qualifiée de production énergétique « dépassée et nuisible à l'environnement », au mépris total des faits et des réalités. Par peur de devoir faire face à un débat public de principe, la gauche rose-verte a œuvré en faveur d'une interdiction, de fait, de l'énergie nucléaire. C'est ainsi que la loi sur l'énergie en vigueur a classé la recherche et le développement en cours sur les installations nucléaires de 3e et 4e génération comme non porteurs d'avenir, pour des raisons idéologiques et sans examen. Or, à cause de l'interdiction d'autoriser de nouvelles centrales nucléaires, environ un tiers de la production électrique suisse disparaîtra à la fin de la durée d'exploitation des centrales existantes. Les besoins en importations vont donc fortement augmenter, surtout en hiver. De plus, en arrêtant ses centrales nucléaires, la Suisse perdra l'importante énergie en ruban (besoin de base en électricité, consommée journellement H24, élémentaire également pour la stabilité du réseau). En première priorité, les centrales nucléaires existantes doivent rester connectées au réseau aussi longtemps qu'elles sont sûres et rentables. En outre, la construction de nouvelles centrales de dernière génération est nécessaire. Il serait insensé de renoncer à ce pilier éprouvé de l'approvisionnement énergétique suisse alors que nous vivons depuis plus de 50 ans avec des centrales sûres. De plus, l'élimination sûre des déchets radioactifs est techniquement résolue depuis longtemps. La tactique d'obstruction de la gauche rose-verte est contre-productive.

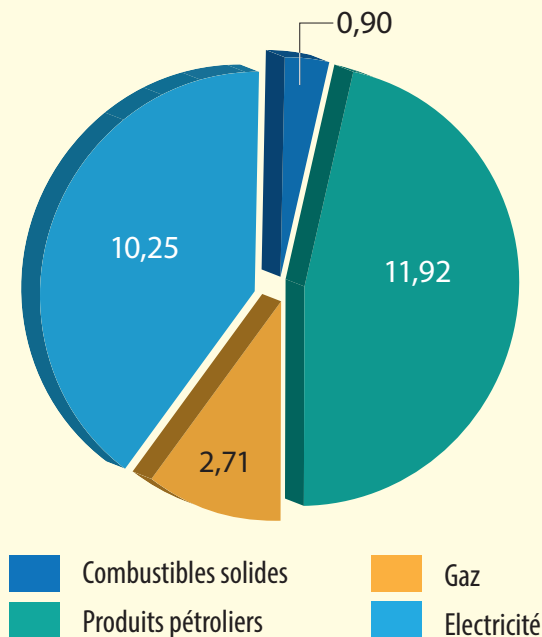
L'avenir des énergies renouvelables

Dans l'optique d'un approvisionnement électrique sûr, indépendant et respectueux de l'environnement, l'énergie hydraulique doit être développée. Cependant, elle se heurte elle aussi à des limites naturelles et politiques. Les centrales hydroélectriques ne peuvent fournir de l'électricité que de manière limitée. A cela s'ajoute la résistance politique. Si une nouvelle centrale doit être construite ou un barrage rehaussé (comme dans les Grisons ou l'Oberland bernois) afin de gagner en capacité, l'opposition est immédiate. Ce sont justement les organisations de la gauche rose-verte qui bloquent les projets. Pour couvrir les besoins électriques, on fait également appel aux énergies renouvelables. La Suisse compte environ 670 centrales hydroélectriques, qui fournissent environ 60 % de la production totale d'électricité du pays. Leur production est respectueuse de l'environnement, bon marché et indépendante de l'étranger, c'est pourquoi l'UDC demande que les conditions-cadres légales soient créées afin que la production de l'énergie hydraulique suisse puisse être aug-



Dépenses des consommateurs finaux pour l'énergie en 2021

Total : 25,78 milliards de CHF en mrd de CHF



Source : OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2021 (Fig. 13)

mentée d'ici 2034/35 d'au moins 10% de la production moyenne attendue actuellement. Les procédures d'approbation des plans et d'autorisation de construire doivent en outre être rationalisées autant que possible et le droit de recours des associations doit être supprimé. L'énergie hydraulique représente un énorme avantage pour la Suisse et constitue sans aucun doute la forme idéale de production d'énergie renouvelable. En outre, les capacités doivent être augmentées par de nouvelles technologies telles que la géothermie profonde, la biomasse, le petit hydraulique, le photovoltaïque ou l'éolien, pour autant que cela soit judicieux tant pour la sécurité de l'approvisionnement que sur le plan économique.

Pour une politique énergétique raisonnable

La politique énergétique de demain doit s'orienter sur des hypothèses et des mesures réalistes et non sur des souhaits idéologiques et utopiques. Les interventions de l'État et de la réglementation doivent être réduites au minimum. Nous rejetons toute augmentation des taxes et redevances existantes ou la création de nouvelles taxes dans le domaine de l'énergie. Chaque source d'énergie doit participer à la production en fonction de ses avantages. Les discriminations, voire les interdictions, doivent être rejetées. Au lieu d'un patchwork réglementaire de plus en plus dense, il faut davantage de responsabilité individuelle et une réduction des prescriptions. L'économie et la société veulent décider elles-mêmes des sources d'énergie qu'elles souhaitent privilégier. L'objectif premier reste l'indépendance, autant que faire se peut, de notre pays vis-à-vis de l'étranger.

Points de vue

L'UDC ...

- veut une énergie sûre, suffisante et bon marché pour les particuliers et l'économie ;
- exige la suspension immédiate de la Stratégie énergétique 2050, qui a échoué ;
- exige une augmentation de la production nationale et abordable d'électricité afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger ;
- exige que le Conseil fédéral définisse clairement les responsabilités, à savoir qui doit élaborer des variantes de solutions pour un approvisionnement en électricité sûr, indépendant et abordable et garantir ainsi la sécurité d'approvisionnement ;
- préconise le maintien et le développement de la production nationale d'électricité, en particulier de l'énergie hydraulique ;
- exige une production d'électricité ouverte sur le plan technologique, dans laquelle la construction de centrales nucléaires modernes et respectueuses de l'environnement est également possible ;
- exige que l'approvisionnement en énergie soit axé sur les principes de la demande, de la rentabilité, de l'indépendance et du respect de l'environnement ;
- exige que toute opposition injustifiée à d'importants projets de construction et d'infrastructure donne lieu à une indemnisation complète et que le droit de recours des associations ainsi que le nombre d'organisations légitimées dans ce domaine soient supprimés ou massivement limités ;
- s'oppose catégoriquement à toute création ou toute augmentation des taxes, redevances ou impôts qui renchérissent l'énergie ;
- s'oppose aux taxes d'incitation et d'encouragement de l'Etat ainsi qu'à d'autres réglementations, prescriptions et interdictions dans le domaine de l'énergie, qui désavantagent en particulier les entreprises, les régions périphériques et la population rurale ;
- s'oppose aux lois et aux projets qui visent unilatéralement à subventionner et qui favorisent des monopoles nuisibles en ce qui concerne la fixation des prix de la production et du transport par réseau ;

- exige l'augmentation des réserves obligatoires, notamment dans le domaine du gaz, du mazout, de l'essence et du diesel ;
- est favorable à l'ouverture technologique et soutient les nouvelles technologies telles que les carburants synthétiques et les nouvelles technologies de stockage ;
- s'oppose aux interdictions technologiques telles que l'interdiction du chauffage au mazout ou l'interdiction de circuler pour les voitures à essence ou diesel ;
- préfère les incitations positives telles que les allègements fiscaux et les déductions d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et des améliorations de l'efficacité énergétique à la politique de subventionnement ;
- se félicite de la recherche privée et de la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables telles que la géothermie, l'énergie éolienne et solaire ainsi que la biomasse, sans nouvelles subventions ou indemnisations.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'automobiliste, une énergie suffisante et abordable à tout moment ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, un approvisionnement énergétique sûr et abordable avec une grande sécurité de planification et de coûts ;
- ✓ en tant que citoyen soucieux de l'environnement, un approvisionnement énergétique peu polluant et largement indépendant de l'étranger ;
- ✓ en tant que propriétaire, pas de nouvelles prescriptions, interdictions, contraintes et donc moins de coûts ;
- ✓ en tant qu'habitant d'une région périphérique, des emplois d'avenir et proches de chez moi ;
- ✓ en tant que citoyen, plus d'indépendance vis-à-vis de l'étranger et des prix internationaux, moins de possibilités de chantage contre mon pays et moins d'idéologie et d'alarmisme ainsi que des coûts plus bas.